

# Démographie et différences

*Colloque international de Montréal (7-10 juin 1988)*



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE

**AIDELF**

# Démographie régionale et démographie différentielle. Application à la Roumanie

---

## • Vladimir TREBICI

Commission nationale de la démographie, Bucarest, Roumanie

La notion de différence en démographie, connue surtout dans les syntagmes « fécondité différentielle », « mortalité différentielle » ou « migration différentielle », porte sur la variation des phénomènes démographiques au sein de certaines sous-populations et de certains sous-groupes, constitués par rapport à certains caractères significatifs comme l'habitat (urbain et rural), la catégorie sociale, le niveau d'instruction, la religion, les revenus, la profession, etc. [1] [2]. Dans tous les cas, le caractère auquel on fait appel est un facteur déterminant des variations observées. L'hypothèse est implicite. Cependant, il y a loin jusqu'à l'identification du contexte explicatif. La description que la démographie parvient assez aisément à réaliser ne constitue qu'un premier pas.

Dans les lignes qui suivent, nous nous intéressons à la démographie régionale ou spatiale, considérant les variations du phénomène démographique comme étant en rapport avec les coordonnées « espace » ou « territoire » dans le contexte national. Ce qui suppose préalablement réglées toutes les questions relatives à la notion d'espace, de région ou de zone, au découpage du territoire national, à la formulation d'un groupe d'indicateurs, à la définition de la méthode d'analyse la plus pertinente.

Le thème ne peut être abordé que de manière interdisciplinaire, la démographie bien sûr, mais aussi l'économie, l'anthropologie, l'histoire, la sociologie, l'écologie, l'ethnographie, l'étude du folklore étant toutes ici concernées.

L'intérêt accordé à la dimension régionale en Roumanie s'explique par divers facteurs d'ordres théorique et pratique. Avant de les examiner, faisons d'abord une brève présentation de la dimension spatiale du pays, en tenant compte de sa division territoriale-administrative.

Avec une superficie de 237 500 km<sup>2</sup> et une population de 23 millions d'habitants, le territoire de la Roumanie est divisé en 41 districts (départements) – le Municipie de Bucarest ayant la qualité de département – 237 villes et 2 705 communes, ces dernières comprenant 13 123 villages. Un département couvre en moyenne une superficie d'environ 5 900 km<sup>2</sup> (sans compter la ville de Bucarest), a une population de 512 134 habitants, regroupe 6 villes et 320 villages. Le nombre moyen d'habitants d'une ville (sans compter Bucarest) est de 39 730 et celui d'une commune (non comprises les communes suburbaines) est de 4 150.

La proportion de la population urbaine, d'environ 15 % du total des habitants au début du XX<sup>ème</sup> siècle, est aujourd'hui passée à 51,5 %; la proportion de la population rurale, autrefois égale à 85 %, a baissé systématiquement, pour représenter aujourd'hui

46%, le complément à 100% concernant les communes suburbaines. La structure économique de la population active a connu une évolution semblable. En 1950, la population active du secteur secondaire (industrie et bâtiment) représentait 14,2% du total, celle du secteur primaire (agriculture et sylviculture) à peu près 75%; en 1985, ces deux proportions égalaient respectivement 44,5% et 29%.

La distribution des villes et des villages sur le territoire, leur typologie selon diverses caractéristiques, sont marquées par nombre de facteurs – géographiques, historiques, économiques, démographiques – dont l'influence s'est fait sentir tout au long de l'évolution des habitats humains.

Si l'on se rapporte à l'histoire politique, sociale et économique de la Roumanie, on va constater que les trois dernières décennies ont été les témoins d'importants changements auxquels ont contribué également la rapide industrialisation, la coopérativisation de l'agriculture, les progrès de l'enseignement. L'urbanisation, associée à une ample migration interne, s'est vite développée, en parallèle avec la diminution de la population rurale, dans le cadre d'une stratégie de systématisation du territoire national («aménagement du territoire»), des localités urbaines et rurales. Cette action a pour but, entre autres, de réduire le nombre des communes de 2705 à environ 2000, le nombre des villages de 13000 à 5000-6000 tout au plus, et en même temps d'accroître le nombre des villes et des localités de type urbain de 237 à environ 800, par la création de 558 centres urbains agro-industriels. Le terme final de cette action est l'an 2000.

Tout en atténuant les disparités territoriales d'ordre social et économique, la stratégie en question implique en même temps un processus d'homogénéisation.

La recherche multidisciplinaire a pour objet de mettre en évidence les conditions, les implications et les conséquences de ces changements à plusieurs niveaux.

Le démographe est intéressé par, d'une part, la modification des tendances démographiques sous l'impact du développement socio-économique au niveau national et territorial, et d'autre part, le rôle de la population et de ses diverses composantes dans le processus.

L'ethnologue, le folkloriste, l'anthropologue et l'historien ont pour principale préoccupation d'enregistrer tous les changements subis, parfois jusqu'à la disparition, au sein des réalités séculaires (la culture populaire, les traditions, les villages, les mentalités, les systèmes de valeurs, y compris les modèles et les sous-modèles culturels).

L'économiste, le planificateur régional et l'urbaniste, peu préoccupés par le passé, estiment les effets de la stratégie du développement et de la systématisation du territoire, afin de trouver des modalités d'optimisation. Pour eux, la population est surtout appréhendée en tant que force de travail, tandis que le processus principal, la migration interne, est perçue comme facteur d'urbanisation et de redistribution de la population sur le territoire.

L'impression générale est que les uns se préoccupent de «photographier» une réalité en changement rapide, tandis que les autres «filment» le processus, ses séquences et l'approche des objectifs. D'où des façons différentes d'étudier la réalité. De façon conventionnelle, nous allons différencier les adeptes du «traditionalisme», ceux de la «modernité» et les «théoriciens» des «praticiens».

Dans cet ensemble d'intérêts et de démarches, dans le jeu extrêmement compliqué des variables économiques, sociales, culturelles et psychologiques, c'est le sociologue

qui tente d'assumer le rôle intégrateur, muni d'amples théories, pas toujours suffisamment testées, et de méthodes modernes, dont quelques-unes empruntées, ce qui est bien naturel, à d'autres disciplines.

### Le « découpage » du territoire national

Comment peut être divisée la superficie d'un pays? Quels sont les critères de délimitation, quelles zones et régions peuvent être identifiées ou construites? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles il convient en priorité d'apporter des réponses [3].

Le concept de « région » a une histoire instructive [4]. Partant de la région naturelle, définie par les géologues et les géographes, on est progressivement parvenu à la région géographique-économique-sociale, qui possède nombre de traits distinctifs.

Parmi les premiers qui ont élaboré ces notions se trouvent les géographes français Vidal de la Blache et Emmanuel de Martonne, dont la pensée géographique roumaine a subi la double influence, ensuite Walter Isard, qui serait le père de la « science régionale » [5]. Si, dans la formule la plus générale, la région est un territoire, quelle que soit sa superficie, avant d'être une structure et d'exercer des fonctions spécifiques, qui se distinguent de celles des contrées voisines, hiérarchiquement, elle est située après l'Etat. Aujourd'hui, elle est conçue comme un « système territorial socio-économique » [6]. Une notion en cours de définition est celle « d'espace géographique fonctionnel », c'est-à-dire d'espace où les habitats se constituent en ensemble clairement hiérarchisé [7].

Dans cette nouvelle optique, l'espace géographique fonctionnel se caractérise par l'intégration dans le système national, l'unicité, l'intégration fonctionnelle, la polarité et le dynamisme. L'opération de régionalisation doit tenir compte de l'unicité de l'espace en question, de son homogénéité, de sa fonctionnalité et de sa contiguïté (rapports de voisinage).

On pourrait encore insister sur la notion de « région » et « d'espace géographique » – il n'y a pas encore d'unanimité à cet égard – mais il nous semble que l'évolution a suivi une voie facile à identifier : de la région « naturelle », on est bientôt passé à celle transformée par l'homme, ensuite à la région « économique », la région « culturelle » et la région « sociale ». La région « historique » et la région ou la zone « ethnographique » et « folklorique », de grande actualité en Roumanie, ont un statut particulier.

L'évolution du concept de « région » dans la géographie roumaine est semblable à celle qui s'est produite dans d'autres pays, avec les particularités imposées par la spécificité du territoire, du relief, des caractéristiques économiques, etc.

Pour le géographe V. Mihailescu, le territoire de la Roumanie était constitué des grandes « régions » suivantes : les montagnes, les plates-formes, le plateau transylvain, les plaines et les dépressions, auxquelles correspondaient quatre grands « domaines » économiques : le domaine des montagnes (occupations forestières, pastorales, exploitations minières); le domaine des collines (cultures mixtes); le domaine des plaines (cultures céréalières) et le domaine des eaux et des terres inondables. La réunion de ces caractéristiques a eu pour résultat le concept de région « agro-géographique », utilisé dans la statistique agricole de l'entre-deux-guerres. Ces régions étaient : les plaines du Sirat et

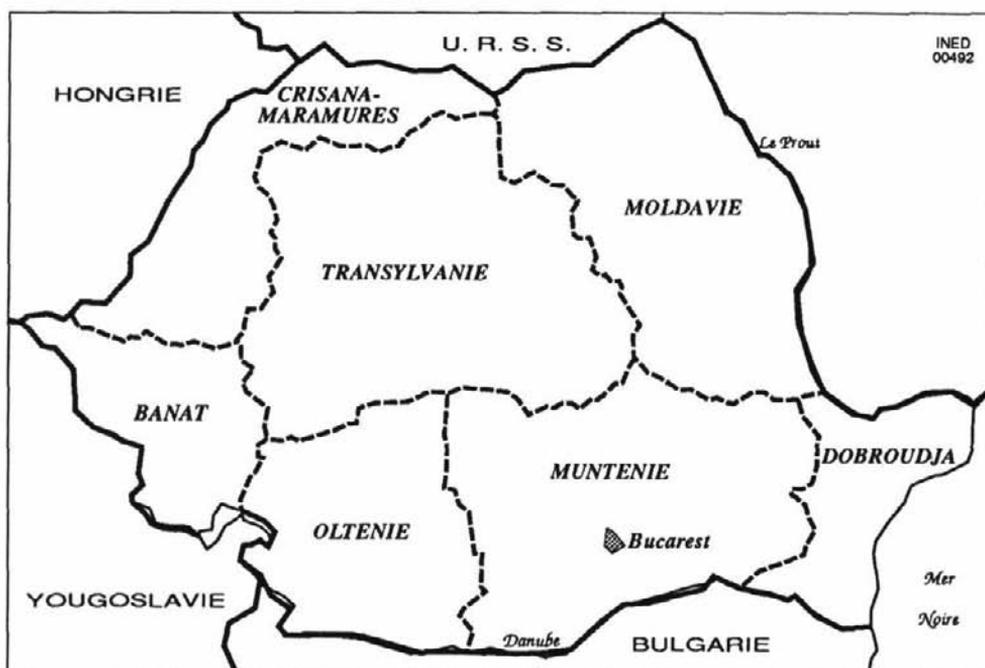
du Pru, les Carpathes de la Moldavie, les Carpathes de la Valachie et de l'Olténie, la plaine du Danube, la Dobroudja, la Bucovine, le plateau transylvain et la plaine de Tisza.

Les enquêtes médicales menées après la Seconde guerre mondiale employaient la division suivante : les dépressions intra-carpathiques, les sous-Carpathes, les collines de l'Ouest, le plateau de la Moldavie, le plateau Gétique, le plateau transylvain, la plaine du Danube, la plaine de l'Ouest, le delta du Danube et le littoral de la Mer Noire, le plateau de la Dobroudja et le Municipie de Bucarest. L'échantillon est d'abord projeté sur ces zones. Dans ces enquêtes, on suppose que le critère géographique, qui inclut le critère écologique, est significatif quant aux variations territoriales de l'état de santé et de la morbidité.

La géographie roumaine contemporaine a diversifié la classification traditionnelle. Dans la géographie physique, la notion est celle « d'unité physico-géographique » et l'on identifie 17 régions de ce genre [8]. La géographie économique ajoutant des traits économiques et démographiques aux traits d'ordre géographique, on a ainsi abouti à une typologie régionale beaucoup plus nuancée. Les groupements formés à partir du département considéré comme l'unité de base tiennent compte de la similitude économique et géo-démographique ainsi que du voisinage territorial. On a employé 12 indicateurs, groupés en trois catégories : homogénéité naturelle, homogénéité démo-économique et corrélation entre développement économique, ressources et population. Ajoutons que cette division en zones [9] fait partie de la famille des divisions en zones qui reposent sur la « partition statistique », sur laquelle nous reviendrons ultérieurement.

Les historiens, les ethnographes et certains démographes préfèrent raisonner à partir des régions historiques (« provinces historiques »). Ils font valoir divers arguments. Ce n'est point le lieu de faire une incursion trop longue en histoire. Il faut quand même rappeler – pour mieux comprendre ce qui suit – que, durant longtemps, le peuple roumain a vécu dans trois formations étatiques distinctes (la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie), l'unité n'ayant été réalisée qu'en 1918. Cependant, bien des éléments fondamentaux ont joué en faveur de l'unité du peuple roumain : la langue, la culture, les systèmes de valeur, les occupations économiques. Ainsi, du point de vue musical, on parle d'une unité impressionnante, au sein de laquelle on distingue des particularités que Béla Bartok et George Breazu ont dénommées, d'une manière un peu impropre, « dialectes » et qui auraient la même signification que les « patois » en roumain [10].

Pendant l'entre-deux-guerres, la statistique officielle se servait des provinces historiques comme cadre des phénomènes démographiques et économiques. A présent, ce cadre n'est employé qu'à des fins historiques et démographiques, les provinces historiques étant : l'Olténie (5 départements), la Valachie (9 départements), la Dobroudja (2 départements), la Moldavie (8 départements), le Banat (2 départements), la Transylvanie (9 départements), Crisana-Maramures (4 départements), le Municipie de Bucarest (qui comprend aussi le secteur agricole Ilto). La Valachie et l'Olténie couvrent ensemble une superficie de 74 586 km<sup>2</sup> (31,4 % du territoire national), la Moldavie 46 070 km<sup>2</sup>, (19,1 %), la Transylvanie 56 836 km<sup>2</sup> (23,9 %), les 25,6 % restants étant couverts par les autres provinces. La reconstitution des provinces s'est opérée à partir des départements, ce qui affecte en quelque sorte la possibilité d'une comparaison avec le passé (voir carte page ci-contre).



En dépit de tendances propres à favoriser l'unité, bien des différences économiques et démographiques subsistent. Le degré d'industrialisation et d'urbanisation, ainsi que d'autres caractéristiques, varient selon les régions et les départements. Or, l'objectif principal de la stratégie du développement territorial, dans le cadre général du développement du pays tout entier, est précisément de réduire les disparités du passé grâce à l'industrialisation et à l'urbanisation.

Les particularités des provinces historiques sont en premier lieu d'ordre géographique (relief, ressources), la distribution de la population sur le territoire, la densité, le réseau des localités étant autant de différences qui n'ont guère d'importance particulière. Le plus important est qu'il existe des sous-modèles culturels qu'on retrouve aussi au niveau des comportements démographiques et des phénomènes démographiques.

Au niveau démographique, la situation peut être résumée par les données du tableau 1.

En dépit des limites des taux démographiques bruts, on peut formuler quelques remarques. La natalité la plus élevée est enregistrée en Moldavie, la natalité la plus basse au Banat et dans le Municipie de Bucarest. La nuptialité et la divortialité, qui subissent la puissante influence des facteurs culturels et psychologiques de l'urbanisation et de la migration interne, enregistrent des variations relativement plus importantes que celles de la mortalité et de la natalité. Au niveau des départements, l'éventail des écarts est beaucoup plus large. La natalité varie ainsi de 11,6 à 21,3 p. 1000, la mortalité de 8,1 à 14,6 p. 1000, la mortalité infantile de 18,5 à 35,5 p. 1000. La plus grande dispersion est enregistrée dans le cas de la divortialité : son niveau dans le Municipie de Bucarest

TABLEAU 1.- NATALITE, MORTALITE, MORTALITE INFANTILE, NUPTIALITE ET DIVORTIALITE PAR PROVINCES HISTORIQUES (MOYENNES 1981-1985) (TAUX EN POUR 1 000)

	Roumanie	Olténie	Valachie	Dobroudja	Moldavie	Banat	Transylvanie	Crisana-Maramures	Municipe de Bucarest
Natalité	15,6	14,9	14,7	16,2	18,8	12,8	15,5	15,4	12,5
Mortalité générale	10,3	11,5	10,7	9,1	8,9	12,3	9,9	11,8	10,3
Mortalité infantile	26,0	25,1	27,7	31,5	28,5	23,6	22,8	25,1	21,9
Nuptialité	7,5	7,0	6,7	8,5	7,1	8,2	7,6	7,4	9,6
Divortialité	1,5	1,1	1,3	1,5	1,3	1,9	1,3	1,3	2,9

*Note* : Taux bruts pour 1 000 habitants, à l'exception de la mortalité infantile (décès sous 1 an pour 1 000 naissances vivantes).

est quatre fois plus élevé que celui des départements de Sălaj et Olt, qui ont une proportion plus importante de population rurale et un niveau réduit d'industrialisation.

En ce qui concerne l'espérance de vie à la naissance (1980-1982), la différence entre les départements extrêmes est de 4,2 ans (pour les deux sexes), la moyenne nationale étant de 69,9 ans; viennent en premier le Municipie de Bucarest, la Valachie et la Moldavie, et en dernier, la Dobroudja, le Maramures et le Banat.

Si, pour l'analyse causale, la division en zones historiques offre trop peu d'éléments, en revanche, les divisions en zones proposées par les sociologues sont particulièrement prometteuses. Nous allons examiner la proposition d'un géographe [9] et deux propositions émanant de sociologues.

La division en zones géo-démo-économiques proposée par V. Cucu, qui se sert toujours des départements, et qui inclut explicitement les facteurs géographiques, distingue 10 « zones » ou groupes de départements.

Cette division est fort utile à la géographie économique et à la politique de systématisation territoriale. A retenir qu'elle respecte aussi le principe de « contiguïté », c'est-à-dire du voisinage; chaque groupe de départements est « lié » à un certain cadre géographique. Du point de vue démographique pourtant, le groupement n'est pas illusoire et ne peut donner aucun indice sur la variation des phénomènes démographiques – fécondité, mortalité – ou sur le rapport entre ces phénomènes et ceux d'ordre économique.

Des schémas incomparablement plus riches en ce domaine, réalisés à l'aide des méthodes modernes et accompagnés par des remarques d'ordre théorique, nous sont offerts par les sociologues.

D. Abraham, l'auteur d'une remarquable thèse de doctorat intitulée « Méthodes et techniques d'étude zonale des localités urbaines-rurales » (Université de Bucarest, 1978,

manuscrit), a réalisé, entre autres, une «division en zones» à deux dates successives [11] [12].

L'idée centrale consiste à caractériser le niveau de développement socio-économique, l'unité employée étant le département. La méthode de classification est multicritériale. Une batterie de 24 indicateurs estimés représentatifs est utilisée de manière à exprimer la «dimension» économique, sociale, démographique, culturelle et la modernisation. L'indice synthétique (composite) est dénommé «score». On obtient ainsi six groupes de départements, qui diffèrent en fonction du niveau de développement, pour les années 1977 à 1983, de telle sorte qu'on peut aussi apprécier la dynamique du développement. A une extrémité, un premier groupe comprend les départements de Bragov, Constanza, Timig, Bunedoara et Oluj. A l'autre extrémité on trouve les départements de Vaslui, Telearana et Giurgiu. Les départements du premier groupe font partie des provinces historiques de la Transylvanie (3), du Banat (1) et de la Dobroudja (1); les derniers appartiennent aux provinces historiques de la Valachie (3) et de la Moldavie (1). L'auteur conclut qu'entre les années 1977 et 1983 il y a une tendance générale à la réduction des écarts quant au processus de développement économique et social et que la dimension la plus stable reste celle qui est reflétée par les indicateurs démographiques.

D'une façon générale, il existe une corrélation entre le niveau du développement socio-économique et les principaux indicateurs démographiques: la natalité monte du premier vers le dernier groupe; la mortalité infantile, indicateur assez fidèle des caractéristiques sociales, culturelles et sanitaires, suit la même évolution. Pour la nuptialité et la divortialité, qui dépendent de différents facteurs (par exemple, le degré d'urbanisation, la proportion des grandes villes dans le département en question, la structure par âge, les facteurs psychologiques et culturels), la corrélation paraît évidente, tant ces deux phénomènes perdent systématiquement de leur intensité d'un groupe à l'autre (tableau 2).

TABLEAU 2.- INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES PAR GROUPES DE DEPARTEMENTS DANS LA CLASSIFICATION DE D. ABRAHAM (MOYENNES 1981-1985 ; ESPERANCE DE VIE A LA NAISSANCE 1982-1984) (EN ANNEES) (TAUX EN POUR 1 000)

Groupe	Natalité	Mortalité	Mortalité infantile	Nuptialité	Divortialité	Espérance de vie à la naissance (pour les 2 sexes)
ROUMANIE	15,6	10,3	26,0	7,5	1,5	69,8
Groupe I	14,2	9,9	25,1	8,4	1,7	69,6
Groupe II	15,9	9,9	24,9	7,4	1,5	70,0
Groupe III	16,1	10,4	26,4	7,3	1,3	69,4
Groupe IV	16,6	10,5	24,4	7,1	1,2	69,9
Groupe V	16,9	10,4	29,1	6,6	1,0	69,9
Groupe VI	16,1	11,5	32,3	6,2	0,9	69,3

On peut conclure que la « division en zones » proposée par D. Abraham est la plus adéquate du point de vue socio-économique aussi bien que démographique.

Les ouvrages récents de D. Sandu [13] [14] apportent une série de nouveaux éléments dans l'analyse socio-territoriale, du plus haut intérêt également pour le démographe. Pour caractériser le social en général et les processus de développement, l'auteur adopte la perspective de la reproduction des structures socio-territoriales (reproduction biologique, économique, de la capacité individuelle de travail, de l'organisation sociale), un point de vue absolument nouveau. Également nouvelle est la tentative de construire une théorie – élément absent jusqu'à présent et pas seulement dans la littérature autochtone – dans une optique systématique pratiquée constamment par l'auteur. Le département est considéré comme zone socio-économique, comme réseau de localités urbaines et rurales et comme rapport entre ses réseaux de localités rurales et de localités urbaines. La mise en évidence des principaux types de zones socio-économiques repose sur l'analyse des « communautés locales », du point de vue de leur rapport de proximité, similitude et interdépendance, ce qui assure la possibilité d'intégrer les diverses approches, de celle d'ordre géographique jusqu'à celle d'ordre démographique.

### Conclusions

L'analyse succincte du concept de « région » ou « zone » et des tentatives de « division en zones », des systèmes d'indicateurs et des méthodes appliquées, démontre les progrès incontestables réalisés dans ce domaine, progrès dont peuvent également bénéficier la démographie régionale et la démographie différentielle. Elle nous montre aussi les difficultés – d'ordre informationnel, méthodologique, théorique, épistémologique – qui n'ont pas encore été surmontées.

Une division en « zones » unique est, à notre avis, impossible. Mais elle n'est pas nécessaire non plus. On pourrait imaginer des divisions en zones géographiques, agrogéographiques, économiques, ethnographiques, anthropologiques, etc. qui, une fois transposées sur les cartes, permettrait leur « superposition » et l'identification des éléments communs à ces zones.

Pour le démographe, c'est la division en zones démographiques qui compte le plus et l'élaboration des « profils démographiques » par régions, à partir de caractéristiques significatives. Il faut remarquer une fois de plus que l'une de ces modalités est celle offerte par le cadre des provinces historiques. Nous en avons formulé les arguments en une autre occasion, tout en soulignant l'idée des modèles et des sous-modèles culturels, dans la perspective de ce que l'histoire des mentalités appelle « la longue durée ». À l'aide de la démographie historique, de l'ethnographie, de l'étude du folklore et de l'anthropologie culturelle, on pourrait aboutir à identifier les éléments de grande vitalité, éventuellement « les archétypes » [16]. Une division rigoureuse en zones démographiques permettrait ensuite une analyse de chaque indicateur par rapport aux facteurs supposés exercer leur influence. Les méthodes recommandées par la littérature des dernières décennies peuvent se montrer utiles, à condition de formuler une théorie, aux hypothèses rationnelles, ensuite testées statistiquement. L'emploi des schémas de variables intermédiaires et de variables proximes pourrait de même être utile. On pourrait ainsi passer de la description – exercice de prédilection de la démographie – à l'analyse complexe, causale, possible seulement de façon interdisciplinaire.

## BIBLIOGRAPHIE

- [1] PRESSAT R. (1979) *Dictionnaire de démographie*, Presses Universitaires de France, Paris, pp. 75, 76, 127.
- [2] HENRY L. (1981) *Dictionnaire démographique multilingue*, Deuxième édition préparée par..., Liège, pp. 67, 85, 113.
- [3] TREBICI V., KRISTACCE I. (1986) *Demografia teritorială a României* (La démographie territoriale de la Roumanie), Editura Academiei Republicii Socialiste România, Bucuresti.
- [4] CLAVEL P. (1987) «La région : concept géographique, économique et culturel», dans *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 112 (La science régionale. La théorie et les politiques), 179-192.
- [5] ISARD W. (1987) «Rétrospective et prospective sur la science régionale : une interview de Walter Isard», dans *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 112 (La science régionale. La théorie et les politiques), 171-177.
- [6] DEICA P. (1980) «Conceptul de regiune în geografia românească» (Le concept de la région dans la géographie roumaine), dans *Asalele Universității Bucuresti*, XXIX.
- [7] ISNOS I. (1987) *Orasele si organizarea spatiului geografic* (Les villes et l'organisation de l'espace géographique), Editura Academiei Republicii Socialiste România, Bucuresti.
- [8] (1983) *Geografia României. I. Geografia fizica* (La géographie de la Roumanie. I. La géographie physique), Editura Academiei Republicii Socialiste România, Bucuresti, pp. 45 sq.
- [9] (1984) *Geografia României. II. Geografia u ana si economica* (La géographie de la Roumanie. II. La géographie humaine et économique) Editura Academiei Republicii Socialiste România, Bucuresti, pp. 514-526.
- [10] EPERANTA RĂDULESCU «Intersare oruara diversitatii în unitate a folclerului musical românesc» (Essai sur la diversité dans l'unité du folklore musical roumain), à paraître dans *Viitorul Social*.
- [11] ABRAHAM D. (1979) «Indicatorii dezvoltării social-economice a judetelor : o analiza tipologica» (Les indicateurs du développement socio-économique des départements : une analyse typologique), dans *Viitorul Social*, 4, 680-692.
- [12] ABRAHAM D. (1985) «Indicatorii si dezvoltării social-economice în profil teritorial» (Les indicateurs du développement socio-économique du point de vue territorial), dans *Viitorul Social*, LXXVII<sup>e</sup> année, juillet-août, pp. 332, 339.
- [13] SANDU D. (1986) «O tipologie demografica a judetelor României» (Une typologie démographique des départements de la Roumanie), dans *Viitorul Social*, LXXIX<sup>e</sup> année, mars-avril, pp. 132-139.
- [14] SANDU D. (1987) *Dezvalterea socioteritoriala în România* (Le développement socio-territorial en Roumanie). Editura Academiei Republicii Socialiste România, Bucuresti.
- [15] TREBICI V. (1971) *Populatia României si cresterea economica* (La population de la Roumanie et la croissance économique), Editura Politica, Bucuresti.
- [16] TREBICI V., GHINOIU I. (1986) *Demografie si etnografie* (Démographie et ethnographie), Editura Stiintifica si enciclopedica, Bucuresti.